

Working Group IX

Working document 27

Groupe de travail IX « Simplification »

OBJET : **Réponses du Représentant de la Commission aux questions posées par les membres du groupe**

Les membres du groupe trouveront ci-joint les réponses du Représentant de la Commission aux questions posées par les membres du groupe.



Bruxelles, le 15.11.2002
PP/mm- D(2002) 700167

DOCUMENT DE TRAVAIL

Objet : Travaux du groupe « simplification »

- **Réponses du Représentant de la Commission aux questions posées par les membres du groupe**

I. Questions de M. De Vries

- a) *L'introduction d'une procédure de « call-back » est-elle compatible avec le maintien de comités de réglementation ?*
- b) *Ne faudrait-il pas prévoir une transparence plus grande de l'activité exécutive de la Commission et des travaux des Comités qui l'assistent dans cette tâche ?*

Réponses

- a) La réponse, de l'avis de la Commission, devrait être négative. Une procédure de « call-back » (qu'elle désigne la faculté pour le législateur de reprendre la délégation de compétence conférée à la Commission ou qu'elle désigne la faculté pour le législateur de s'opposer dans un cas concret à l'adoption par la Commission de la mesure déléguée) n'est pas compatible avec le maintien d'une procédure de comité qui permette au seul Conseil de « casser » la mesure déléguée à la Commission suite à l'avis défavorable émis par un comité de représentants des Etats membres. Cette procédure serait d'ailleurs contraire au souci de la Commission de placer les deux branches du pouvoir législatif sur un pied d'égalité dans le contrôle de l'activité exécutive de la Commission (du moins pour les matières soumises à la codécision). Par conséquent, une procédure de « call-back » ne devrait pouvoir fonctionner qu'avec le maintien de comités purement consultatifs chargés d'apporter à la Commission une expertise et un avis sur l'application concrète au plan national d'une mesure exécutive.
- b) La Commission est tout à fait consciente de la nécessité d'améliorer la transparence de son activité exécutive par rapport à la situation actuelle. A cet effet, elle s'est déjà engagée pour ce qui concerne les matières co-décidées à transmettre au Parlement européen l'ensemble des projets de mesures d'exécution avant leur adoption définitive. En outre, pour les mêmes mesures la Commission mettra en place au début de 2003 un registre de l'ensemble des actes exécutifs arrêtés selon une procédure de comité ainsi qu'un « repository » de ces mêmes actes. S'agissant des travaux des autres comités d'experts chargés d'assister la Commission dans l'exercice de ses fonctions, le plan d'action « better regulation » vise précisément à augmenter

la transparence à travers des lignes directrices pour la collecte et l'utilisation de l'expertise.

II. Question de Mme Dybkjær

Le recours à une délégation large de compétences ne priverait-elle pas le législateur de la faculté d'adopter des directives plus détaillées lorsqu'il l'estime nécessaire (par exemple, en matière de législation environnementale ?)

Réponse

La réponse est négative. Il revient au législateur, lorsqu'il adopte une directive, de décider s'il préfère réglementer dans les détails la matière concernée ou s'il accepte de déléguer à la Commission des compétences d'exécution plus larges pouvant aller jusqu'à développer, voire modifier, des éléments de l'acte législatif. Il est vrai que la législation environnementale est souvent assez détaillée. Toutefois, même des directives environnementales très détaillées impliquant de nombreuses annexes (voir par exemple la directive 67/548, telle que modifiée, sur les substances dangereuses) prévoient la faculté pour la Commission de modifier les annexes selon une procédure de comité. Dans le cas contraire, le législateur devrait être saisi régulièrement de nouvelles propositions visant à adapter au progrès technique ou scientifique les annexes des directives environnementales.

III. Question de M. Bonde

La Commission n'est-elle pas allée au-delà de ses compétences en autorisant la mise sur le marché de produits génétiquement modifiés contre la volonté des Etats membres et des Parlements nationaux ?

Réponse

La Commission ne peut que répondre par la négative. La législation de base arrêtée par le PE et le Conseil (directive 90/220, telle que modifiée) délègue expressément à la Commission la compétence de se prononcer sur les demandes (des Etats membres) visant à autoriser la mise sur le marché de produits OGM. Par conséquent, lorsque la Commission a été saisie de plusieurs demandes visant à autoriser la mise sur le marché de produits génétiquement modifiés (par ex. le maïs), elle était juridiquement tenue d'arrêter une décision. En dépit de cette contrainte juridique, la Commission a retardé l'adoption de mesures visant à autoriser la mise sur le marché d'un produit afin de recueillir de nouveaux avis scientifiques. Suite à l'orientation politique dégagée par le Conseil « Environnement » en faveur d'un « moratoire », la Commission s'est même abstenue de prendre certaines décisions individuelles en attendant une décision définitive du législateur. Par conséquent, la Commission n'a certainement pas outrepassé ses compétences .

IV. Question de M. Speroni

Ne faudrait-il pas supprimer la clause contenue dans l'article 250 du traité selon laquelle il faut une décision unanime du Conseil pour modifier une proposition de la Commission ?

Réponse

La Commission estime que l'exigence de l'unanimité du Conseil pour modifier une proposition de la Commission est une « clé de voûte » de l'équilibre institutionnel. Cette procédure ne vise nullement à rendre plus difficile une décision majoritaire. En effet, la Commission n'a utilisé cette faculté que de manière très exceptionnelle ne dépassant pas les [10] cas (soit moins d'1% des cas par rapport à l'ensemble des décisions majoritaires). La raison d'être de cette disposition est d'empêcher que certains Etats membres soient minorisés dans une décision du Conseil qui dénaturerait la proposition de la Commission ou ne répondrait pas, de l'avis de celle-ci, à l'intérêt général de la Communauté. A titre d'exemple, voici des cas flagrants où la Commission s'est opposée à une décision majoritaire du Conseil :

a) la directive sur les fonds de retraite

Dans ce cas, une majorité d'Etats membres souhaitait modifier de manière fondamentale la proposition de la Commission en allant à l'encontre des intérêts des trois Etats membres qui disposaient à eux seuls de la très large majorité des fonds de retraite dans la Communauté et qui étaient en faveur de la libéralisation proposée. La Commission a d'ailleurs retiré par la suite cette proposition.

b) la libre prestation des services pour les transports routiers

Dans ce cas, une majorité d'Etats membres étaient prêts à accepter une répartition des contingents routiers de marchandises qui aurait été pénalisante pour les pays « périphériques » de l'Union. La Commission s'est opposée au compromis de la Présidence et a obtenu une modification de celui-ci dans un sens répondant davantage à l'intérêt général de l'Union et à la jurisprudence de la Cour de Justice sur la libre prestation des services.